

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TMB/R/95**  
27 février 2003

(03-1175)

## Organe de supervision des textiles

### RAPPORT DE LA QUATRE-VINGT-SEIZIÈME RÉUNION

1. L'Organe de supervision des textiles a tenu sa quatre-vingt-seizième réunion le 27 janvier 2003.

2. Suite à la décision que le Conseil général a adoptée le 20 décembre 2001<sup>1</sup> concernant la composition de l'OSpT pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2002 au 31 décembre 2004, et la nomination des nouveaux membres et de leurs suppléants, la composition de l'OSpT au début de 2003 était la suivante<sup>2</sup>:

MEMBRES	SUPPLÉANTS	SECONDS SUPPLÉANTS
M. Frédéric Seppey (Canada)	M. Otto Wentzel (Norvège)	
Mme Liping Zhang (Chine)	M. S.I.M Nayyar (Pakistan)	Mme My Yen Lu (Macao, Chine)
M. Benny Berg Sorensen (CE)	Mme Liana Simopoulos (CE)	
M. Ivan Lee (Hong Kong, Chine)	M. Gil-Sou Shin (Corée)	M. Badrul Hassan (Bangladesh)
M. Sudhakar Dalela (Inde)	M. Elyes Lakhel (Tunisie)	
M. Hisashi Yoshikawa (Japon)	M. Shingo Yamagami (Japon)	
Mme Milagros Miranda (Pérou)	M. Evelio Alvarado Romero (Guatemala)	M. Philip Fox-Drummond Gough (Brésil)
Mme Yelda Ünal (Turquie)	Mme Sarah Huber (Suisse)	Mme Tatyana Petrova (Bulgarie)
M. William Tagliani (États-Unis)		

3. Étaient présents à la réunion les membres et/ou suppléants suivants: MM. Dalela; Lee; Mme Miranda/M. Gough; MM. Seppey; Sorensen; Tagliani; Mme Ünal/Mme Petrova; M. Yoshikawa; Mme Zhang/M. Nayyar/Mme Lu.

4. L'OSpT a adopté le rapport de sa quatre-vingt-quinzième réunion (G/TMB/R/94).

#### Notifications au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV)

5. L'OSpT a repris l'examen d'une notification présentée par la Turquie au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC<sup>3</sup>, en particulier sur la base de renseignements additionnels fournis au titre du même article par la Turquie (G/TMB/N/422/Add.4 et G/TMB/N/422/Add.5), en réponse: i) à l'Organe qui avait demandé que lui soient communiqués les documents officiels et autres

<sup>1</sup> Voir le document WT/L/443.

<sup>2</sup> Les membres de l'ANASE n'avaient encore communiqué aucune nomination.

<sup>3</sup> Voir les documents G/TMB/R/86, paragraphe 4; G/TMB/R/88, paragraphe 4; G/TMB/R/90, paragraphe 49; G/TMB/R/91, paragraphes 15 à 17, G/TMB/R/93, paragraphes 12 à 14, G/TMB/R/94, paragraphe 5. Voir aussi le document G/TMB/R/88, paragraphe 8.

observations ou remarques pertinentes qui aideraient à clarifier et à mieux comprendre les coefficients de croissance appliqués par la Turquie le 10 décembre 2001<sup>4</sup> (c'est-à-dire le jour précédant la date d'accession de la Chine à l'OMC); et ii) à la notification de la Chine (G/TMB/N/447/Add.4), sur laquelle l'OSpT avait appelé l'attention de la Turquie.<sup>5</sup> Il a été observé, entre autres choses, que la méthode utilisée par la Turquie pour calculer les coefficients de croissance était fondée sur le "coefficient de croissance convenu pour 1994 (G/TMB/N/422/Add.4)", lequel est supposé avoir été appliqué la première fois en 1996, majoré de 16 pour cent et ensuite de 25 pour cent en 2001, alors que, de l'avis de la Chine, les coefficients de croissance appliqués le 10 décembre 2001 devraient être égaux aux taux de croissance des "contingents convenus" entre 2000 et 2001 (G/TMB/N/447/Add.4). Il a été également observé que les niveaux des contingents mentionnés par la Chine et la Turquie pour les années 2000 et 2001 étaient les mêmes et que, selon la Turquie, les écarts entre les coefficients de croissance calculés sur cette base résultaient du fait que la Turquie avait "en règle générale arrondi au chiffre supérieur les niveaux des contingents calculés [...]" et que la Chine avait fait ses calculs sur la base de ces niveaux arrondis. "Ainsi, dans la plupart des cas, les niveaux des contingents appliqués (publiés) [étaient] supérieurs aux niveaux calculés, de sorte qu'il y [avait] une différence entre les coefficients de croissance calculés selon la méthode utilisée par la Turquie et les coefficients de croissance calculés d'après les niveaux des contingents publiés". L'OSpT a décidé d'appeler l'attention de la Chine sur ces notifications supplémentaires présentées par la Turquie. En outre, pour être en mesure d'évaluer pleinement la situation à la lumière des déclarations de la Turquie et de la Chine au sujet des coefficients de croissance appliqués le 10 décembre 2001, il est convenu de demander à la Turquie de fournir une copie du ou des accords conclus entre la Turquie et la Chine dont il est question dans la notification de la Turquie ainsi qu'une copie du ou des documents pertinents faisant état d'éventuelles dispositions nouvelles qui auraient pu être convenues ultérieurement entre les deux Membres à cet égard. Il a été par ailleurs indiqué, tant à la Chine qu'à la Turquie, qu'il serait particulièrement utile de fournir des renseignements sur l'existence de tout document officiel sur un accord entre la Chine et la Turquie concernant les coefficients de croissance qui devaient être appliqués par la Turquie spécifiquement pour l'année 2001.

6. Comme il est convenu à sa quatre-vingt-quinzième réunion<sup>6</sup>, l'OSpT a repris l'examen d'une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC<sup>7</sup>, également sur la base d'une autre communication présentée par les États-Unis (G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.5) en réponse à l'Organe qui les avait invités à reconsidérer leur position concernant la majoration qu'il convenait d'appliquer aux coefficients de croissance annuels des contingents touchant les importations en provenance de la Chine et à apporter les ajustements nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient.<sup>8</sup> Dans cette nouvelle communication, les États-Unis indiquaient qu'ils "[avaient] examiné attentivement le rapport de l'OSpT analysant l'application [des] dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements [relatives à la majoration des coefficients de croissance] et [étaient] arrivés à la conclusion que la méthode qu'ils appliqu[aient], dont il [était] question dans le document G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.1, [était] conforme aux obligations qui leur incomb[aient], tel que prévu dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC. Le raisonnement des États-Unis, tel qu'indiqué dans les documents G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.1 et 3,

---

<sup>4</sup> Voir le document G/TMB/R/93, paragraphe 14.

<sup>5</sup> Voir le document G/TMB/R/94, paragraphe 5.

<sup>6</sup> Voir le document G/TMB/R/94, paragraphe 9.

<sup>7</sup> Voir les documents G/TMB/R/86, paragraphe 5; G/TMB/R/88, paragraphe 5; G/TMB/R/90, paragraphe 50; G/TMB/R/91, paragraphes 7 à 14; G/TMB/R/93, paragraphes 15 et 16; et G/TMB/R/94, paragraphes 6 à 9.

<sup>8</sup> Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 33.

demeur[ait] inchangé. À la lumière de cette conclusion, les États-Unis [étaient] d'avis qu'il ne serait pas approprié d'apporter des ajustements à la méthode appliquée".

7. L'OSpT a observé qu'aucun argument précis n'avait été fourni par les États-Unis pour étayer les motifs pour lesquels ils avaient conclu que leur méthode était conforme à leurs obligations, tel que prévu dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC. Au lieu de cela, les États-Unis avaient simplement déclaré que leur raisonnement demeurerait inchangé et que, par conséquent, ils étaient d'avis qu'il ne serait pas approprié d'apporter des ajustements à la méthode appliquée.

8. À sa réunion précédente<sup>9</sup>, l'OSpT avait rappelé que, dans le cadre de son examen approfondi de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance par les Membres visés, il avait étudié les notifications pertinentes présentées au titre de l'article 2:1 par lesdits Membres (Canada, Communautés européennes, États-Unis et Turquie), ainsi que les observations formulées par la Chine en application de l'article 2:2. Pour s'acquitter des tâches qui lui incombait à cet égard, l'OSpT avait également dû examiner, outre l'ATV, les dispositions des différents instruments juridiques d'accession. Bien que l'OSpT ait constaté que les dispositions pertinentes des instruments d'accession de la Chine, en particulier les mots "comme il convient" figurant dans la troisième phrase du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, ne donnaient pas d'indication claire quant à certains des aspects de la question, il avait pu parvenir à une conclusion au sujet des prescriptions minimales que, à son avis, les Membres concernés devaient respecter. Comme les États-Unis avaient fait état d'une application des dispositions non conforme à ces prescriptions minimales, l'OSpT avait "décidé de les inviter à reconsidérer leur position à la lumière de ses observations et conclusions et à apporter les ajustements nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient".

9. Il a été observé que, malgré l'invitation qui avait été faite aux États-Unis de reconsidérer leur position à la lumière des observations et conclusions de l'OSpT et d'apporter les ajustements nécessaires à la méthode qu'ils appliquaient, les États-Unis n'avaient pas modifié leur manière de procéder et, par conséquent, continuaient de ne pas satisfaire à ce que l'OSpT avait considéré comme étant les prescriptions minimales à respecter. L'OSpT observant, une fois encore, le manque d'arguments nouveaux ou supplémentaires des États-Unis, a réitéré sa conclusion selon laquelle il n'était pas justifié en vertu des dispositions pertinentes des instruments d'accession et de l'ATV d'appliquer au prorata la majoration de 25 pour cent prévue pour l'étape 2, sur la base de la brève période durant laquelle la Chine avait été Membre de l'OMC durant cette étape.<sup>10</sup> Il a été rappelé à cet égard que l'OSpT était parvenu à cette conclusion après un examen attentif de la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine et du libellé de l'article 2:14 a) de l'ATV et que cette conclusion était encore étayée par le fait qu'aucun Membre de l'OMC, pas même les États-Unis, n'avait jamais par le passé appliqué cette majoration au prorata à aucun autre Membre.<sup>11</sup> Par conséquent, l'OSpT était toujours d'avis que, concernant la mise en œuvre des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 à l'égard de la Chine, les prescriptions minimales qui devaient être appliquées, entre autres choses, par les États-Unis étaient que, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, les niveaux de base en vigueur le 10 décembre 2001 devaient être augmentés, selon les coefficients de croissance respectifs appliqués pour l'année 2001 (avant l'accession de la Chine), majorés des 25 pour cent prévus pour l'étape 2, et encore augmentés des 27 pour cent prévus pour l'étape 3.

---

<sup>9</sup> Voir le document G/TMB/R/94, paragraphe 7.

<sup>10</sup> Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 28.

<sup>11</sup> Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 27.

10. L'OSpT a rappelé que dans deux des notifications qu'elle avait présentées au titre de l'article 2:2, la Chine avait formulé des observations au sujet de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance par les États-Unis.<sup>12</sup> Ces observations avaient été également prises en considération par l'OSpT durant son examen de l'application desdites dispositions comme il est indiqué dans le document G/TMB/R/90. L'OSpT a fait observer que, conformément à l'article 2:2, l'Organe, entre autres choses, "pou[vait], selon qu'il [était] approprié, adresser des recommandations aux Membres concernés". Notant que la Chine aussi bien que les États-Unis avaient eu de nombreuses occasions de formuler leurs observations et de faire connaître leurs arguments respectifs et que, par ailleurs, l'OSpT était parvenu à sa conclusion en parfaite connaissance des observations et arguments présentés dans les notifications respectives des deux Membres visés, l'OSpT a décidé de recommander aux États-Unis d'apporter les ajustements nécessaires à la méthode appliquée, de façon à rendre celle-ci conforme à la conclusion de l'OSpT concernant les prescriptions minimales à satisfaire.

11. L'OSpT a rappelé en outre que, à sa quatre-vingt-septième réunion, en commençant l'examen de la notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC, l'Organe avait décidé de demander aux États-Unis des précisions et des renseignements supplémentaires concernant un certain nombre d'autres aspects spécifiques de sa notification, entre autres choses, également à la lumière des observations formulées à cet égard par la Chine en application de l'article 2:2. En particulier, à sa quatre-vingt-douzième réunion<sup>13</sup>, l'OSpT avait examiné en détail un certain nombre de questions liées, également sur la base des renseignements additionnels communiqués par les États-Unis (G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.3) en réponse aux observations contenues dans une notification présentée par la Chine au titre de l'article 2:2 (G/TMB/N/445/Add.2). L'OSpT avait examiné les éléments suivants: l'interaction entre les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe, l'ajustement à la baisse des niveaux des contingents suite à l'intégration partielle de certains produits et le plafond maintenu par les États-Unis pour l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée. À la même réunion, l'OSpT avait par ailleurs examiné et traité les observations pertinentes formulées par la Chine au titre de l'article 2:2. En outre, au cours de sa quatre-vingt-treizième réunion, l'OSpT avait noté que les États-Unis avaient procédé à une rectification administrative concernant certains plafonds de groupe notifiés afin de corriger une erreur involontaire.<sup>14</sup> Compte tenu de ce qui précède et notant qu'il avait traité toutes les questions pertinentes, l'OSpT a estimé que, eu égard à la recommandation qu'il avait faite aux États-Unis concernant l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, comme il est indiqué au paragraphe 10 ci-dessus, il était en mesure de prendre note de la notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1.

---

<sup>12</sup> Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 13.

<sup>13</sup> Voir le document G/TMB/R/91, paragraphes 7 à 14.

<sup>14</sup> Voir le document G/TMB/R/92, paragraphe 5.